

et jusqu'en 1923 (dans certains pays jusqu'en 1936-1937), et qui fait changer d'allégeance de parti à, littéralement, des millions de travailleurs. Pour expliquer les différences nationales sensibles dans l'ampleur de cette recomposition, pour en fixer les limites, pour expliquer aussi l'immaturité des jeunes partis communistes, même lorsqu'ils sont des partis de masse comme le PC allemand à partir de 1921, il faut faire intervenir des facteurs supplémentaires se rapportant à l'histoire des luttes de classes d'avant 1914.

D'abord, si une longue période de luttes de classes centrée sur des revendications immédiates n'engendre pas nécessairement des « illusions gradualistes » et une « mentalité réformiste », elle engendre inévitablement un autre phénomène : l'absence de cadres expérimentés et aguerris dans d'autres formes de luttes. Selon la fréquence et l'ampleur de luttes plus radicales, avant 1914, dans chaque pays, l'avant-garde ayant un minimum de préparation pour les luttes de nature nouvelle qui deviennent plus fréquentes après 1916-1917 sera relativement large, réduite ou pratiquement absente. Cela eut des incidences facilement mesurables sur les rythmes et l'aboutissement de la recomposition du mouvement ouvrier dans chaque pays pendant et au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Ensuite, le changement de période impliquait un changement nécessaire de tactique et de stratégie. Or, tactiques et stratégie ne s'acquièrent pas seulement par l'expérience. Elles réclament aussi des clarifications politiques, théoriques, programmatiques. A cet égard, il y eut un retard prononcé, au sein de la gauche socialiste d'avant 1914, bien que l'effort de clarification fût réel (différent évidemment de pays à pays). La possibilité, la capacité, la volonté de transmettre cette clarification à des couches ouvrières plus larges diffèrent encore plus de pays à pays, débouchant sur des rapports de forces non moins différents entre marxistes internationalistes conséquents, centristes de gauche, centristes de droite et ultra-gauches pendant toute la période de 1916-1921. Cela, à son tour, pesa lourdement sur les rythmes et le contenu réel de la recomposition du mouvement ouvrier.

## **La périodisation des luttes de classes**

Nous ne contestons donc pas que 1914-1918 constitue une césure. Mais nous en voyons avant tout la cause dans le changement radical des rapports de forces entre les classes, dans l'affaiblissement qualitatif de l'ordre bourgeois. Cela rendait possibles, inévitables, et surtout

plus fréquentes, des luttes d'une nature différente de celles qui prédominèrent avant 1914. Mais il n'y eut ni césure dans la mentalité prédominante du prolétariat organisé, du moins dans une série de pays, ni surtout changement de la tendance généralement ascendante du mouvement ouvrier, de la combativité ouvrière et de la conscience de classe. La seule constatation véritable, c'est que le rythme du processus s'accéléra, non qu'il changea de direction.

Dès lors, c'est une autre césure qu'il faut rechercher pour expliquer le retournement de la tendance ascendante des luttes ouvrières et de la conscience de classe. Cette autre césure se place précisément au cours de la période que le camarade Weber caractérise comme si propice à l'éclosion d'une mentalité révolutionnaire, voire d'une « rupture avec la mentalité réformiste » : les années trente.

Certes, là encore il faut différencier de pays à pays. En Italie, en Hongrie, en Pologne, la césure se situe déjà au cours des années vingt. En Grande-Bretagne, on peut discuter de ce qui est arrivé entre la défaite de la grève générale de 1926 et le choc traumatique de 1931 (rupture du premier ministre travailliste Mac Donald avec son parti). En Allemagne et en Autriche, si les défaites décisives se situent en 1933 et 1934-1938, des défaites moindres, mais non sans portée sur la suite des événements, se situent en 1923 et en 1927. Mais nous croyons qu'aucune de ces défaites ne rendit impossibles des victoires décisives au cours des années trente. C'est encore plus net en France et en Espagne, où il y eut des reculs temporaires de la combativité ouvrière au cours des années vingt, mais qui n'empêchèrent nullement les montées spectaculaires de 1931-1934-1936 en Espagne, de 1934-1937 en France.

La nature de cette deuxième césure dans l'histoire du mouvement ouvrier européen est évidente : *des défaites d'ampleur historique cassent pour une longue période le caractère ascendant de la combativité et de la conscience de classe du prolétariat*. L'ampleur de la défaite est différente de pays à pays (il n'y a pas de commune mesure entre Hitler et Pétain). La durée du recul ne l'est pas moins. Mais il est certain qu'à partir de 1923, de 1933, et surtout de 1937, l'effet cumulatif de toutes ces défaites (à la série desquelles il faut évidemment intégrer la défaite en quelque sorte la plus grave historiquement : l'expropriation politique du prolétariat soviétique par la bureaucratie stalinienne) devient déterminant. Nous nous trouvons maintenant devant une classe ouvrière européenne dont la confiance en elle-même, dont la combativité globale, dont la foi dans l'avenir socialiste de l'humanité, dont la cons-

cience de classe, sont profondément ébranlées et abaissées pour une longue période.

Il est vrai qu'il y eut une remontée importante de la combativité ouvrière pendant et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. De nouveau les différences nationales sont frappantes. Il n'y a aucune comparaison entre cette remontée en Yougoslavie et en Grèce (où elle prit une forme révolutionnaire) et, dans une mesure plus réduite, en Italie et en France d'une part, et celle d'une série de pays où elle fut soit presque nulle, soit limitée à des combats de couches très minoritaires, d'autre part. Mais là n'est pas le fond de la question.

*La vague d'après-guerre débuta d'un niveau de conscience moyen de la classe ouvrière qualitativement plus bas que celui de 1918.* Là, et nulle part ailleurs — certainement pas dans la force accrue de la bourgeoisie, dans l'habileté accrue de l'impérialisme, ou dans les manœuvres plus efficaces des appareils eux-mêmes — réside la raison principale de la facilité avec laquelle réformistes et staliniens ont pu canaliser la vague 1944-1948, avec une efficacité qualitativement plus grande qu'en 1918 (à cette cause principale on peut évidemment ajouter des causes secondaires, comme la faiblesse extrême des noyaux révolutionnaires organisés en 1944. Même la présence de courants syndicaux centristes comme le courant Renard en Belgique permit de révéler une résistance ouvrière plus forte en 1944-1946 à la politique traître des appareils que dans la plupart des pays.)

La vague 1944-1948 déboucha donc à son tour sur une défaite de la classe ouvrière européenne. C'est cette défaite qui créa les préconditions sociales et politiques du «boom» économique (on oublie un peu vite les conditions d'instabilité et de chaos économique de l'immédiat après-guerre), dont l'une des sources «purement» économiques est par ailleurs à rechercher dans l'augmentation considérable et à long terme du taux de la plus-value, donc du taux de profit, donc du rythme d'accumulation du capital, rendues possibles par les défaites ouvrières (fascisme, guerre, guerre froide).

Mais les défaites de 1947-1948 (1950 en Grande-Bretagne) sont des défaites plus réduites, plus relatives que celles des années vingt et trente. Le reflux n'entame nullement l'existence des organisations ouvrières de masse (sauf en Grèce). Si ses effets sur la conscience moyenne des masses furent réels et négatifs, il faut cependant nuancer : ils le furent moins en Italie qu'en France, beaucoup moins en Grande-Bretagne qu'en Allemagne occidentale. Et surtout : ils se sont imbriqués avec les effets en sens contraire de deux processus historiquement plus amples : d'une part les victoires éclatantes de la révolu-

tion mondiale en dehors de l'Europe, avant tout celle de la révolution chinoise en 1949 et ses suites; d'autre part, le renforcement de la classe ouvrière, du point de vue numérique, culturel, et même en ce qui concerne sa qualification moyenne (ce dernier point est plus controversé), qui fut le résultat inévitable de la croissance économique accélérée d'après-guerre.

Les effets de ces deux processus historiques se firent d'abord sentir par une lente transformation des rapports de forces entre les classes. Ils se firent ensuite sentir dans le domaine de la conscience de classe. Après la phase de changements « moléculaires » qui s'étend sur les années soixante, il y eut le coup de tonnerre de Mai-68 qui ouvrit une nouvelle période d'essor de la combativité, de la radicalisation des luttes et de la conscience de classe du prolétariat, comparable, toutes proportions gardées, à celle qui a précédé et suivi la Première Guerre mondiale (comparable ne veut évidemment pas dire identique, loin s'en faut! L'absence d'un pôle d'attraction et d'inspiration comparable à la victoire de la révolution d'Octobre se fait cruellement sentir.).

Notre périodisation de l'histoire des luttes de classe et du mouvement ouvrier en Europe est donc sensiblement différente de celle du camarade Weber. Nous croyons qu'elle correspond mieux à la réalité, c'est-à-dire qu'elle épouse plus étroitement le mouvement réel de la lutte de classes qui peut même être quantifié. La différence se résume à ceci : pour le camarade Weber, il y a corrélation intime et déterminante (ne l'accusons pas d'une corrélation complète et absolue) entre les cycles longs du comportement et de la mentalité du prolétariat d'une part, et les « ondes longues » économiques soit expansives, soit dépressives. Pour nous, au contraire, *les cycles des luttes de classes* (dans chaque pays, dans chaque partie de l'Europe, et dans l'Europe dans son ensemble) *sont relativement autonomes* de la conjoncture économique. Ils sont déterminés par la dialectique interne de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier et par le grand contexte historique dans son ensemble. L'effet cumulatif des défaites ou des victoires passées, la tendance descendante ou ascendante de la force de frappe des travailleurs organisés, qui ne dépendent pas directement des conditions économiques, et qui sont plus importantes que celles-ci pour indiquer la tendance générale, l'ampleur et la radicalité relative des luttes, y interviennent de manière déterminante.

Nous ne défendons évidemment pas la thèse — qui serait inacceptable pour un marxiste — qu'il n'y aucun rapport entre les grands changements de la conjoncture capitaliste (à moyen terme et à long terme) et les possibilités et débouchés des luttes ouvrières. Nous disons que les

cycles longs de la lutte de classes sont *relativement* indépendants des mouvements économiques à long terme, et qu'il n'y aucune preuve ni aucune logique dans les corrélations du type : essor économique égale (ou favorise) luttes réformistes ; stagnation relative et crises économiques égalent (ou favorisent) luttes révolutionnaires.

L'incidence de la conjoncture sur les luttes révolutionnaires et leurs débouchés possibles est réelle. Elle doit cependant être médiatisée par les facteurs suivants : comment la classe ouvrière est-elle capable de réagir sur tel ou tel retournement de la conjoncture (rapide, et même à long terme), ce qui dépend de la force qu'elle a accumulée dans la phase précédente ? Comment voit-elle les changements de ses propres conditions d'existence ? comme le produit fatal d'un régime irremplaçable, ou comme le produit de ses propres luttes ? A quel point est-elle préparée idéologiquement et politiquement pour faire face à des changements brusques (ou à plus long terme) de la conjoncture économique ? C'est l'interaction de ces facteurs (et d'un grand nombre d'autres encore) avec les effets objectifs de la conjoncture qui détermineront la trajectoire générale de la lutte de classes. Sinon, on ne peut pas comprendre pourquoi la présence de deux millions de chômeurs en Grande-Bretagne brisa net tout mouvement gréviste et affaiblit gravement la force syndicale pendant les années trente, alors qu'elle a littéralement l'effet contraire depuis 1974. Une fois de plus l'éternel problème de *la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs* se trouve posé.

## **Il n'y a pas eu « d'emprise persistante des appareils réformistes » sur la classe ouvrière d'Europe occidentale**

La conclusion qui se dégage de toute cette analyse, c'est qu'il n'y a pas dans l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle une « emprise persistante des appareils réformistes sur la classe ouvrière d'Europe occidentale ». Cette emprise, déjà douteuse à la veille de la Première Guerre mondiale dans des pays comme la Finlande, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, fortement contestée par une minorité du prolétariat en Grande-Bretagne et en France (le courant syndicaliste), est ébranlée dans des couches clés de la classe ouvrière espagnole, allemande et italienne dès 1917, et dans plusieurs pays en 1919, 1920, 1921, y compris en France.

Elle se rétablit dans des proportions diverses entre 1923 et 1933. Mais le facteur déterminant de ce rétablissement est non le « boom » économique, mais les erreurs politiques désastreuses de la III<sup>e</sup> Internationale, seule direction de rechange existante dès la dispa-

rition de l'Internationale deux et demie. Le meilleur exemple est celui de la Grande-Bretagne où c'est au cours des années 1923-1926 que la gauche syndicale dirigée par les communistes gagne des secteurs entiers du mouvement de masse, ce qui ne fut pas sans influence sur la possibilité même de voir éclater la grève générale de 1926. Tout cet acquis, toute cette potentialité énorme, est cassée par la politique du comité anglo-russe, de l'IC et du PC britannique.

L'emprise réformiste est de nouveau contestée de manière croissante à partir de la victoire des nazis en 1933 (événement bien plus déterminant à ce propos que la crise économique). Elle commence à être brisée en Espagne surtout à partir de 1934, ce qui se vérifie de manière éclatante dans la période 1936-1937. Elle est largement entamée sinon brisée en France à partir de juin 1936. Elle est ébranlée en Autriche et en Belgique, où des forces centristes réussissent cependant à ramener des courants de masse rebelles vers la social-démocratie.

La troisième vague de contestation, nous en sommes en train de la vivre à présent, c'est-à-dire dans la période ouverte par Mai-68. Comme les deux vagues précédentes, elle entraîne déjà plusieurs millions de travailleurs sur notre continent. Ce n'est évidemment pas le critère électoral qui est décisif, mais le degré de contrôle et de canalisation que les réformistes exercent sur les revendications, les luttes et la radicalisation ouvrières. Encore une fois, le phénomène est si réel qu'il est facilement quantifiable.

La véritable histoire des rapports appareils réformistes/masses est donc une histoire d'alternance entre des phases «d'emprise stable», «d'emprise contestée massivement», de «récupération partielle de l'emprise» et de «contestation massive renouvelée». Est-ce étonnant que cette alternance épouse étroitement le mouvement cyclique des luttes de classe que nous avons analysé précédemment?

L'objection selon laquelle le fait même de la récupération prouverait «l'emprise stable» est contraire à la logique. Cela équivaut à dire qu'un homme qui tombe malade à plusieurs reprises est en réalité en bonne santé permanente du seul fait que ces maladies n'aboutissent pas à sa mort. Si encore la maladie était un fait unique. Mais si elle revient régulièrement, c'est elle qu'il faut commencer par expliquer, avant de déterminer les causes des guérisons temporaires.

Une autre objection porte sur l'ambiguïté de la recomposition du mouvement ouvrier de plusieurs pays européens au cours des années trente. Personne ne niera que c'est au cours de Juin-36 que le PCF a conquis l'hégémonie sur les «gros bataillons» de la classe ouvrière française, hégémonie qu'il a conservée jusqu'aujourd'hui (même si

elle est maintenant davantage sapée et contestée qu'à aucun autre moment depuis quarante ans). Mais le PCF n'appliquait-il pas déjà une politique de collaboration de classe réformatrice à cette époque? Comment dès lors voir dans le passage des travailleurs de la SFIO à la CGT de Jouhaux au PCF une rupture avec les appareils réformatrices?

Le camarade Trotsky a déjà répondu à cette objection dans son dernier article (inachevé) de 1940, *la Classe, le Parti et la Direction*. Pour que les travailleurs puissent s'apercevoir de la dégénérescence de la direction d'un parti de masse, il faut des événements explosifs de très grande portée, liés à la lutte de classes immédiate. Les travailleurs français, comme les travailleurs espagnols, identifièrent le PC en 1936 avec la révolution d'Octobre et l'Internationale communiste, et non avec le réformatrisme. Le tournant décisif du 7<sup>e</sup> Congrès du Comintern, les procès de Moscou, la nature du stalinisme, ce n'était compris que d'une petite avant-garde très politisée, non par la nouvelle avant-garde ouvrière qui montait dans les entreprises et qui dirigea Juin-36.

La véritable nature contre-révolutionnaire et réformatrice du stalinisme et de l'appareil du PCF a commencé à être assimilée par une avant-garde ouvrière *plus large*, beaucoup plus large, sans doute seulement à partir de Mai-68 et de l'invasion de la République socialiste tchécoslovaque (même l'écrasement de la révolution hongroise et le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS ont eu beaucoup moins d'échos dans les entreprises que parmi les intellectuels communistes). Il n'y avait donc pas de contradiction entre le fait que les travailleurs combattifs, exprimant leur méfiance instinctive à l'égard du Front populaire, du gradualisme et de l'électoratisme, déclenchèrent la grève générale avec occupation d'usines et débordèrent ainsi les appareils réformatrices dans leur ensemble et que, simultanément, ils passèrent dans leur majorité sous l'allégeance politique du PCF au lieu de subir l'hégémonie politique de la SFIO.

Il y a d'ailleurs un parallèle intéressant à établir entre ce passage massif des travailleurs d'avant-garde français au PCF en 1935-1936 et l'adhésion à la social-démocratie de pas mal d'ouvriers d'avant-garde dans plusieurs pays d'Europe capitaliste au cours des années soixantedix. Ce dernier phénomène est, certes, lié à la prolétarianisation de nombreuses couches des «nouvelles classes moyennes». Mais il ne reflète pas seulement cette tendance objective. Il est aussi le produit d'une prise de conscience massive, antistalinienne et antibureaucratique, de la part de larges couches du prolétariat européen, notamment par suite de l'expérience de l'étouffement militaire du «printemps de Prague», largement assimilée par la classe ouvrière occidentale.

Les PC servant de repoussoir à ces couches-là, et les organisations révolutionnaires étant encore trop faibles pour servir de pôle d'organisation de rechange pour des masses plus larges, des couches de travailleurs avancés ont adhéré aux partis social-démocrates, par l'intermédiaire des syndicats notamment, en fonction non pas d'«illusions gradualistes croissantes» mais au contraire comme «moindre mal» par rapport au PC, dans des conditions de radicalisation croissante. Ils y ont adhéré malgré la nature réformiste de la social-démocratie, comme d'autres avaient adhéré au PCF en 1935-1936 malgré sa transformation en parti passé du côté de l'ordre bourgeois. Mitterrand l'avait bien compris. Ce fut la base de toute son opération politique. Un phénomène parallèle s'est produit au sein du PSOE en Espagne, et partiellement même au sein du PS portugais, fût-ce pendant une phase très courte. Ce jeu de balancement pourrait d'ailleurs reprendre dans l'autre sens, toujours dans la mesure où n'existe pas une alternative révolutionnaire organisationnellement crédible.

Le problème de la récupération (qui n'est jamais complète) d'hégémonie réformiste après les «ruptures» de 1916-1923, des années trente et de Mai-68, pose cependant des questions théoriques plus profondes, qui renvoient, une fois de plus, à la nature même de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

Rappelons d'abord *la contrainte* pour la classe ouvrière de vendre sa force de travail. Ceci implique que toute explosion pré-révolutionnaire ne peut avoir que deux débouchés : ou bien se transformer en situation révolutionnaire, c'est-à-dire en situation de dualité de pouvoir plus ou moins généralisée (qui débouchera à son tour soit sur la victoire de la révolution prolétarienne soit sur sa défaite), ou bien le retour à la «normale», c'est-à-dire la reprise du travail et la consolidation momentanée du pouvoir bourgeois.

Le «retour à la normale» n'implique pas nécessairement que l'explosion n'a rien changé, que l'on revient à ce qui était avant. Les rapports de forces peuvent se trouver modifiés sensiblement, et pour des années, et en ce qui concerne ceux entre le Capital et le Travail, et en ce qui concerne ceux entre les appareils d'avant-garde ouvrière. Néanmoins, c'est un retour à la normale dans le sens d'une situation où les questions de la lutte de classe quotidienne reprennent pour le moment le pas sur les «grands choix» de la lutte de classe à l'échelle historique.

Cela suffit déjà pour expliquer la raison essentielle de la «récupération réformiste». Car dans la lutte de classe quotidienne, le prolétariat a besoin *d'une organisation* (ou d'organisations) qui permet de transférer

le poids de millions d'inorganisés sur les conflits qui opposent quelques milliers, quelques centaines, ou quelquefois un seul travailleur au patronat (et à l'État). Dans l'absence d'un parti révolutionnaire de masse, les travailleurs se trouvent donc obligés de se référer, du moins pour ces conflits quotidiens, aux appareils existants, même s'ils se rendent compte de l'insuffisance et des accommodements avec l'ennemi dont les bureaucraties ouvrières se rendent coupables. Les travailleurs considèrent leurs organisations de masse comme des outils. Ils sont bien obligés de préférer des outils usés et imparfaits.

La «récupération» est cependant accompagnée d'un autre phénomène qu'il ne faut point négliger. Chaque lutte importante que la bureaucratie ouvrière trahit produit des prises de conscience chez une série de militants d'avant-garde, souvent des dirigeants de lutte ou des militants qui ont joué un rôle de pointe dans cette lutte. Des ruptures «idéologiques» avec la conciliation et la collaboration de classe ont eu lieu chez d'innombrables individus par suite de telles expériences, au cours des quarante-cinq dernières années, c'est-à-dire depuis que la dégénérescence de l'IC s'est jointe à celle de la social-démocratie. Quiconque connaît l'histoire de la lutte de classe de son pays au cours de cette période pourra facilement dresser la liste de ces individus. Elle comporte des milliers de noms par pays, voire des dizaines de milliers pour les pays les plus importants.

Le malheur, c'est que, dans l'absence d'une organisation révolutionnaire déjà suffisamment forte pour servir de pôle de regroupement et incarner une politique de rechange crédible, la croissance numérique de l'organisation *pendant la période précédente*, sa maturité politique, son implantation dans la classe étant de nouveau un facteur *relativement* autonome du contre-courant de la lutte de classe — l'effet normal de cette prise de conscience est soit le scepticisme et la démoralisation, soit l'engagement individuel dans un combat isolé et fragmentaire. Dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, cela équivaut à la dispersion, au moins à terme.

Seule une infime minorité de travailleurs, dégoûtés par les trahisons des appareils, rejoint de petites organisations révolutionnaires, dont l'efficacité dans la lutte de classe n'est pas évidente. Et même cette infime minorité ne s'y maintient généralement pas longtemps, du moins si elle n'acquiert pas rapidement une solide éducation politique qui lui fera comprendre non seulement le pourquoi des trahisons bureaucratiques, mais encore les raisons historiques de la faiblesse relative des organisations révolutionnaires et la possibilité (ainsi qu'une idée réaliste du rythme!) pour la surmonter.

*L'histoire de la «récupération» des masses par les appareils réformistes est donc aussi l'histoire de la dispersion tragique de masses de militants qui ont compris la trahison des appareils. Ce qui veut dire que l'ampleur de l'avant-garde, les résultats «moléculaires» à plus long terme des explosions au sein des masses plus larges, et les succès relatifs de la construction du parti révolutionnaire, deviennent tous des facteurs qui déterminent l'étendue de la «récupération», qui peut donc être, selon le cas, bien plus réduite qu'elle n'apparaît à première vue (surtout si on en recherche avant tout l'expression dans des résultats électoraux).*

## **La nature de la période actuelle**

L'examen attentif de ce qui s'est passé après Mai-68 en France et dans les autres pays d'Europe capitaliste (non seulement ceux particulièrement caractérisés par la remontée de luttes ouvrières) confirme à notre avis le bien-fondé de cette analyse. Lorsque nous disons qu'à partir de 68 il y a modification qualitative des rapports de forces entre le Capital et le Travail, sur le plan mondial autant qu'européen, et modification qualitative des rapports de forces entre les appareils bureaucratiques et l'avant-garde ouvrière large, nous ne voulons pas dire que la révolution est à l'ordre du jour partout et en permanence. Mais nous enregistrons le fait que la bourgeoisie n'a pas réussi — contrairement à ce qui s'est passé dans les années trente — à imposer un abaissement tant soit peu substantiel du pouvoir d'achat des masses et un relèvement suffisant du taux de profit pour pouvoir «résoudre» la crise à sa manière. La crise sera donc longue. Le prolétariat conserve ses forces intactes, et les «points de rupture» seront nombreux.

Ce qui caractérise la période, c'est son *instabilité fondamentale*, la multiplication de crises de types les plus divers (même s'il ne s'agit pas de LA crise catastrophique, et encore moins de LA crise d'effondrement final, qui est d'ailleurs un dangereux mythe fataliste, non-marxiste et surtout non-léniniste). Ce qui la caractérise, c'est le grand nombre de situations transitoires, de passages potentiels rapides de situations d'apparente stabilité à des situations prérévolutionnaires, de situation prérévolutionnaires à des situations révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, de brefs retours à des situations d'apparente stabilité, et de courtes phases de transition entre les unes et les autres. Pensons au Portugal de 1974-1975-1976, puis de 1978-1979, à l'Espagne de 1975-1977, puis de 1978-1979, et même à la France de 1977, 1978 et 1979. De ce point de vue, le parallèle avec la situation des années

vingt et trente, telle qu'elle fut analysée par Trotsky, est frappante. Et, dans ce sens, la période s'oppose à celle d'avant 1914, caractérisée par une stabilité qualitativement plus élevée du mode de production capitaliste et de l'État bourgeois.

Nous enregistrons en même temps le fait que les appareils bureaucratiques ont subi des échecs spectaculaires *au sein du mouvement ouvrier organisé* dans leurs tentatives de faire avaliser par les travailleurs leurs plans d'appui à la politique d'austérité. Énumérons ce qui s'est passé en moins d'un an (et la liste n'est pas exhaustive) :

1. En Allemagne occidentale, la direction du syndicat des métallos et celle de la Confédération syndicale DGB ont été battues aux congrès successifs de leur organisation sur la question des 35 heures. Malgré leur opposition, la majorité des délégués s'est prononcée en faveur de la lutte pour cet objectif.
2. En Grande-Bretagne, le plan du gouvernement travailliste pour limiter les augmentations de salaire à 5 % a été battu en brèche par la grève de chez Ford d'abord, par une vague de grèves dans le secteur public ensuite.
3. En Espagne, la montée des votes d'opposition au «pacte de la Moncloa», dans les congrès syndicaux, qui allaient de 25 % à plus de 50 % des mandats, a obligé les directions tant des commissions ouvrières que de l'UGT à ne pas renouveler ce pacte, malgré les intentions en sens contraire de la bureaucratie du PC et du PS.
4. En France, au congrès de la CFDT, la direction d'Edmond Maire a été battue sur la question de lier les 35 heures à la possibilité de réductions des salaires hebdomadaires. Même sur son projet général de «recentrage» de la tactique syndicale dans un sens d'acceptation d'une politique d'austérité, elle a rencontré une opposition substantielle dépassant 40 % des mandats.
5. En Italie, à l'assemblée nationale des délégués de la métallurgie FLM (décembre 1978), la direction syndicale fut battue sur la question de l'extension à l'ensemble de la sidérurgie de la réduction du temps de travail.
6. En Irlande, un projet d'accord patronat-syndicat-gouvernement sur la politique des revenus, signé par la direction confédérale des syndicats, a été rejeté avec une majorité de deux tiers des mandats au congrès confédéral.

Tout cela atteste de la présence d'une avant-garde ouvrière substantielle, critique à l'égard des appareils, capable déjà de s'opposer à eux sur des questions importantes de la lutte de classes immédiate, capable d'influencer des masses fort larges. Disons-le carrément : *jamais, au*

*cours des années vingt et trente, les appareils n'ont subi de telles défaites au sein du mouvement syndical, d'une telle ampleur et avec une telle extension internationale.*

On objectera que cela se limite, pour l'essentiel, à des questions de revendications immédiates et « purement syndicales ». N'insistons pas outre mesure sur le fait que dans une phase économique dépressive, où les marges de concessions de la bourgeoisie sont devenues fort étroites, l'affaiblissement du contrôle des appareils sur une avant-garde si large et si influente même sur des questions « purement syndicales » aggrave la crise du système et comporte des dangers accrus d'explosions. N'insistons pas non plus sur l'actualité plus grande que jamais, au sein du mouvement syndical, de toute la problématique du contrôle ouvrier qui n'est pas précisément « réformiste ».

Si l'on veut dire que l'avant-garde ouvrière n'est pas capable d'« inventer spontanément » (ou semi-spontanément) tout un programme politique de rechange au projet politique gradualiste des appareils, et que, de ce fait, le « débordement » se manifeste plus facilement sur le plan syndical que sur le plan politique, on enfonce évidemment des portes ouvertes. Si nous n'avions pas cette conviction profonde, nous ne pourrions pas concevoir la construction du parti et de l'Internationale marxistes-révolutionnaires comme la tâche clé de notre époque, comme le seul moyen de résoudre la crise de l'humanité.

Mais cela ne veut pas dire qu'on puisse parler d'une indépendance d'action et d'un débordement des appareils qui se limiterait aux seules « questions économiques ». Le comportement des travailleurs britanniques est particulièrement suggestif à ce sujet. On ne peut nier que la vague de grèves de l'automne et de l'hiver 1978 fut un défi non seulement à la politique salariale de Callaghan, mais à toute la politique du cabinet de « gestion de la crise ». Le résultat des élections l'a d'ailleurs confirmé. Il en va de même du défi qu'un million de travailleurs — nous ne croyons pas que ce chiffre soit exagéré — expriment d'ores et déjà, même sur le plan électoral, à la politique réformiste en France, ou à la politique du « compromis historique » en Italie.

Le véritable problème se trouve ailleurs. C'est, qu'alors que la contestation du réformisme sur le plan syndical et « économique » peut s'exprimer par des actions spectaculaires, visibles par tous, efficaces, souvent victorieuses, sa contestation sur le plan politique est infiniment plus difficile à traduire dans les faits. « Déborder » les projets gradualistes sur le plan politique, ce n'est pas seulement formuler un programme d'action anticapitaliste, tracer la ligne du gouvernement des travailleurs, esquisser l'orientation de la grève générale, faire accepter l'idée

de trancher les grandes options par la mobilisation et l'action extra-parlementaires des masses, faire adopter par des couches de plus en plus nombreuses de travailleurs l'idée et la pratique de l'auto-organisation (voilà sans doute le contenu concret de la formule « combattre les illusions réformistes des masses » qu'utilise le camarade Henri Weber, et qu'il ne réduira pas, nous en sommes certain, à une simple « dénonciation » rituelle). C'est rendre crédible une telle orientation, c'est-à-dire rendre crédible un projet révolutionnaire aux yeux de larges masses. Une telle crédibilité ne s'acquiert pas principalement par la propagande, par la parole et par l'écrit. Elle réclame des expériences concrètes, des actions.

Or, pour que des expériences et des actions débouchent sur de telles prises de conscience, *il faut qu'elles soient très larges, généralisées*. C'est pourquoi le combat pour le front unique, pour l'unification des luttes, pour la préparation de la grève générale, occupe une place centrale dans notre politique d'aujourd'hui. Mais pour la même raison, le « contre-projet révolutionnaire » est condamné à rester largement minoritaire aussi longtemps que l'unification et la généralisation des luttes ne se traduiront pas dans les faits.

Il y aura de nouveaux Mai-68 (sans exagérer l'analogie formelle), sans que personne ne puisse en fixer les délais. Ils démontreront toute l'avance réalisée depuis 68, tout l'impact de la nouvelle avant-garde ouvrière, l'écho décuplé de nos propres forces si nous sommes capables d'utiliser le délai qui nous reste pour renforcer le parti, pour poursuivre avec ténacité et la politique de regroupement des marxistes révolutionnaires, et la politique d'approche fraternelle des minorités de gauche au sein des organisations de masse qui s'amplifieront et avec lesquelles le dialogue constructif est dès maintenant possible.

Mais aussi longtemps que ce nouveau Mai-68 n'est pas là, ou que du moins de larges masses ne le voient pas comme pointant à l'horizon, leur radicalisation politique se rapportera forcément aux projets des réformistes, sans pour autant les approuver entièrement, sans pour autant être acritique ou suiviste, sans pour autant impliquer nécessairement des illusions gradualistes dans la tête des ouvriers avancés eux-mêmes. Répétons-le encore une fois : c'est la raison pour laquelle l'aspect unitaire de notre orientation politique, notre politique de front unique, et son couronnement dans la propagande pour le gouvernement PS-PC, ont tant d'importance à l'heure actuelle, dans le contexte et avec les précisions indiquées plus haut.

C'est pourquoi nous pensons que les conclusions du camarade Weber sur la possibilité que l'appel à « l'Union sacrée face à la crise et

à la concurrence internationale... peut être entendu dans un premier temps par une fraction non négligeable du salariat» (*Critique communiste* n° 26, p. 51) ou, pire encore, «qu'on ne doit [pas] s'attendre à des commotions susceptibles de produire des crises d'effondrement de l'État» (*ibid.*, p. 52) ne sont pas valables.

La tentative du camarade Weber de trouver une justification économique à ses conclusions, en opposant la «crise rampante» (p. 50) d'aujourd'hui à la «crise catastrophique» d'après 1929, n'est pas non plus acceptable. Comme le camarade Weber le rappelle lui-même dans sa deuxième contribution, nous sommes en présence d'une phase prolongée de crises combinées qui sont beaucoup plus explosives que ne le laisse supposer la formule «crise rampante». Bien loin de les maintenir, cela *réduit* les marges de manœuvres de la bourgeoisie et des appareils réformistes. Et la possibilité pour la bourgeoisie de sortir de la longue phase dépressive sans infliger une défaite grave à la classe ouvrière est extrêmement réduite.

Il est vrai qu'après avoir prévu des explosions révolutionnaires dans plusieurs pays d'Europe occidentale pour le milieu des années soixante-dix, nous devons aujourd'hui enregistrer que la révolution portugaise qui, elle, a été réelle, n'a pas été suivie dans l'immédiat.

Nous devons travailler dans l'hypothèse de délais plus longs. En partie, la «crise du militantisme», pour autant qu'elle n'est pas due à des facteurs de composition sociale, est due à cette réadaptation nécessaire : ce n'est pas la même ténacité que réclame l'idée de militer avec l'espoir que la révolution est pour demain, et l'idée que la révolution peut ne pas venir avant dix ans.

Oui, la recomposition du mouvement ouvrier est un travail de longue haleine. Mais ce n'est pas parce que nous aurions sous-estimé les ressources, les réserves, la stabilité de la bourgeoisie. C'est parce que la construction d'un parti révolutionnaire suffisamment fort pour servir de pôle d'attraction à l'avant-garde ouvrière large prend plus de temps que prévu, est une entreprise plus complexe que prévu, réclame une implantation plus profonde dans les couches clés du prolétariat que prévu, réclame un fonctionnement du parti qui le rende utile et efficace aux yeux des travailleurs, et que, sans ce pôle de regroupement, la dispersion des énormes énergies non-réformistes qui existent déjà au sein de la classe prolonge la survie d'appareils déjà discrédités.

Le rôle propre, autonome, de la construction du parti comme facteur codéterminant pour faire éclater les possibilités révolutionnaires de la période — en liaison intime avec les tendances et regroupements de gauche dans les syndicats et les partis ouvriers de masse — telle est

la conclusion que nous opposerions à celle du camarade Weber. Elle est cohérente avec toute l'analyse précédente.

Pour la résumer sous la forme la plus paradoxale : ce n'est pas la force relative du Capital et de son État, ce ne sont pas les illusions réformistes des masses, c'est la faiblesse relative des révolutionnaires qui donne aujourd'hui aux appareils réformistes encore plus d'influence qu'ils n'en auraient en fonction de l'évolution profonde qui est en cours au sein de l'économie et de la société bourgeoises, et au sein de la classe ouvrière elle-même.

Ernest Mandel

## NOTES

1. Le rapport qu'Otto Bauer avait préparé pour le congrès de l'Internationale socialiste, prévu pour août 1914 à Vienne («le Congrès qui n'a pas eu lieu»), indiquait qu'après une forte hausse des salaires réels entre 1890 et 1900, ceux-ci avaient commencé à baisser à partir de cette date dans de nombreux pays d'Europe : 8 % en Grande-Bretagne, 14 % en Belgique, 17 % en Prusse. Seule parmi les grands pays, la France aurait fait exception. Bien que ces chiffres soient sujets à caution, la tendance générale semble nette.
2. Parmi les grèves dures précédant 1914 en Europe, rappelons la grande grève (et le lock-out) des métallos de Suède en 1909, les grèves explosives d'Italie en 1912 (grève générale des métallos) et la vague de grèves en Grande-Bretagne de 1911 à 1913 (1,5 million de grévistes en 1912).
3. Cette thèse, originellement défendue par des anarchistes radicaux, partiellement intégrée dans le vocabulaire communiste pendant ses phases «ultra-gauchistes» ou purement propagandistes, est aujourd'hui reprise notamment par les «tiers-mondistes» extrémistes. Ils prônent en fait une alliance avec la bourgeoisie coloniale contre le prolétariat occidental, sous prétexte que celui-ci serait objectivement et inévitablement intéressé à une alliance avec l'impérialisme. La lutte entre nations est substituée à la lutte de classes comme contradiction fondamentale dans le monde d'aujourd'hui.
4. Avec notre modestie habituelle, nous nous permettons de rappeler que nous n'avons pas seulement prévu le détournement de «l'onde longue» d'expansion économique dès 1964, nous avons aussi prévu des explosions du type de Mai-68 en pleine phase d'expansion accélérée. Voir notre article de mai 1965 : «Une stratégie socialiste pour l'Europe occidentale», paru dans la *Revue internationale du socialisme*, n° 9. Il y est dit notamment qu'il est parfaitement possible que nous assistions, malgré le climat de «prospérité capitaliste», et sans crise catastrophique, ni effondrement de l'État sous l'effet de guerres, à une radicalisation progressive des travailleurs, que ceux-ci déclencheront des luttes de plus en plus dures, qu'ils commenceront à lier des revendications transitoires aux revendications immédiates, et que cela pourrait déboucher sur une grève générale qui pourrait renverser le gouvernement et ouvrir une phase de dualité de pouvoir.